

HAVET, José (dir.). *Identities, States and Markets. Looking at Social Change in Latin America* Toronto, Canadian Scholars' Press, 1999, 268 p.

Marc Hufty

Volume 32, numéro 1, 2001

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704274ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704274ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hufty, M. (2001). Compte rendu de [HAVET, José (dir.). *Identities, States and Markets. Looking at Social Change in Latin America* Toronto, Canadian Scholars' Press, 1999, 268 p.] *Études internationales*, 32 (1), 139-140.  
<https://doi.org/10.7202/704274ar>

Notons en terminant que cette collection ne fournit pas d'index mais que la consultation de ce numéro est facilitée par la présence d'encadrés visuellement bien définis et l'utilisation des caractères gras pour le repérage des nombreux noms de comités, commissions, centres ou organismes qui émaillent le texte. Une bibliographie sommaire complète le tout.

Manon TESSIER

*Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale*  
*Université de Montréal/McGill University*

## AMÉRIQUE LATINE

### **Identities, States and Markets. Looking at Social Change in Latin America**

HAVET, José (dir.). *Toronto, Canadian Scholars' Press, 1999, 268 p.*

Un petit village indigène du sud du Mexique, pauvre, insalubre, illettré, alcoolisé, violent, divisé, isolé et méprisé par ses voisins en 1960, devient en trente ans une communauté soudée et relativement prospère. Quelle est la recette ? Pour Jean-Luc Chodkiewicz, anthropologue, l'individualisme des villageois peut aussi bien conduire à la violence et la désunion qu'à un dynamisme et à l'esprit d'initiative, selon les circonstances. Les sans-terres rejetés du village profitent d'opportunités liées au commerce pour s'enrichir. Extrêmement dynamiques, ils profitent des programmes d'aide des gouvernements local et national. L'ouverture sur l'extérieur amène au village des missionnaires de l'Église pentecôtiste, à laquelle adhère aujourd'hui un tiers du village, et qui introduit la sobriété et la non-violence. L'Église catholique suit promptement

l'exemple. La combinaison de ces facteurs conduit à la prise en charge par les villageois de leurs propres affaires et induit une dynamique vertueuse, le rêve de tout acteur du développement.

Le courant électrique de la ville de Buenos Aires était fourni jusqu'en 1992 par une entreprise typique de l'ère du populisme étatique : dimension démesurée, effectifs en surnombre, syndicat puissant et déficits systématiques. Elle a été fractionnée et privatisée au cours du programme de libéralisation du gouvernement Menem. Plus de la moitié des employés ont été licenciés, contribuant au taux de chômage national de 14 %. Les employés restants ont été confrontés à des méthodes de travail et à des technologies beaucoup plus exigeantes. En contrepartie, ils ont eu accès à de la formation et à des parts du capital des entreprises privatisées. Le syndicat s'est retrouvé avec des effectifs réduits des deux tiers. Intégrant les valeurs dominantes, il s'est transformé en « société d'investissement ». Ainsi, comme le montre Peter Ranis, le rapport capital-travail-État s'est radicalement transformé en Argentine en direction d'un capitalisme à l'américaine.

Le régionalisme (la formation de blocs économiques) et la mondialisation sont-ils deux dynamiques concurrentes ? Peut-être pas tant que cela n'a été affirmé. En effet, elles peuvent être complémentaires, selon Winston Dookeran et Miriam Campanella, car plusieurs des processus d'intégration régionaux comprennent à la fois des pays du Nord et du Sud, ce qui reproduit, à une échelle réduite, la dynamique de la mondialisation. C'est le

cas de l'ALENA ou de l'EU, mais aussi du programme CaribCan, dans lequel les pays des Caraïbes associés au CARICOM se voient accorder des facilités d'accès au marché canadien. Globalement, l'effet de cet accord a été décevant. Au contraire de l'UE et de l'ALENA où les pays du Sud (Espagne, Grèce, Portugal et Mexique) ont rapidement progressé, les pays du CaribCan n'ont pas profité de cette occasion parce qu'ils n'ont pas adapté leur économie. L'adaptation aux nouvelles règles dépend donc de facteurs propres à chaque pays ou groupe de pays, que ce soit dans les accord régionaux ou dans l'économie globale.

Vous avez trouvé le lien entre ces études de cas ? Il me semble aussi difficile de comprendre ce qui rassemble ces onze textes issus de la conférence de 1992 de l'Association canadienne des études latino-américaines et caraïbes. Ils diffèrent en effet radicalement par leur objet, leur niveau d'analyse, leur approche disciplinaire, et leur emphase empirique ou théorique. José Havet peine à nous éclairer à ce propos. Dans son introduction, il tente d'expliquer que, du fait de la domination de la discipline économique au sein des sciences sociales, la mondialisation devient un facteur d'analyse à tous les niveaux d'analyse du changement social en Amérique latine, ce que montre le présent ouvrage. Cette proposition me semble incomplète.

Il est vrai que la mondialisation a changé la donne. Mais l'Amérique latine a été et reste le continent des paradoxes et des vagues de flux et reflux. D'un côté, elle semble aujourd'hui relativement « normalisée » par l'effet conjoint du « Consensus de

Washington » et de la démocratisation. Les querelles frontalières se sont assagies, remplacées par des unions économiques intra- et extra-régionales. Les grands mouvements sociaux ont laissé place à la société de consommation. De l'autre, les inégalités sociales se sont accrues et le potentiel de crises majeures ou d'attrait pour des idéologies à contre-courant reste considérable. En témoignent les résurgences de néo-populisme au Venezuela ou au Pérou par exemple. En marge de cela, les mouvements sociaux locaux, faits du travail de fourmi de centaines de milliers de citoyens travaillant au jour le jour pour un changement pragmatique et de portée immédiate, loin des grandes idées, permet de penser que toutes les relations sociales ne se résument pas à la consommation ou au rêve américain.

Le manque d'unité de l'ouvrage et l'inégale qualité des textes n'empêchent pas d'y trouver d'excellentes contributions. Jean Daudelin propose, à partir d'une étude de la gestion par l'État de la situation des minorités religieuses et ethniques au Nicaragua, une réflexion de tout premier ordre sur un problème universel, à l'origine de nombreux conflits armés ou non dans le monde d'aujourd'hui. Ce texte vaut à lui seul le détour.

Marc HUFTY

*Institut universitaire d'étude du développement  
Genève, Suisse*